



institut universitaire
graduate institute
d'études du développement
of development studies

Itinéraires

**Enjeux de la mondialisation
à la veille du III^e millénaire**
Commerce, équité et développement durable

Rubens RICUPERO
Leçons inaugurales n° 5

ENJEUX DE LA MONDIALISATION À LA VEILLE DU III^e MILLÉNAIRE

Commerce, équité et développement durable

Rubens RICUPERO
Secrétaire général de la CNUCED

Texte de la leçon inaugurale prononcée le 20 octobre 1997 lors de la séance d'ouverture de l'année académique 1997-1998 de l'Institut universitaire d'études du développement (IUED), Genève

© R. Ricupero/IUED, août 1998

INSTITUT UNIVERSITAIRE D'ÉTUDES DU DÉVELOPPEMENT
Service des publications
Case postale 136 – CH-1211 GENÈVE 21
www.iued.unige.ch – publications@iued.unige.ch

Introduction

Il est peut-être téméraire d'avoir choisi un sujet aussi vaste. Afin de ne pas être débordé par le thème, je m'efforcerai de le traiter en trois parties.

La première est une constatation relative aux paradoxes et contradictions de notre temps, qui peuvent se résumer en la question suivante: pourquoi règne-t-il tant de peur et d'angoisse après tant de succès remarquables? La deuxième partie tente de faire le bilan de l'évolution récente et de transmettre ce qui me paraît être la meilleure façon d'aborder la mondialisation. Enfin, le troisième volet est un effort pour suggérer des chemins et créer des raisons valables d'espérer en l'avenir.

Paradoxes et contradictions de la mondialisation

Il y a cent ans, à la veille du XX^e siècle, au moment de l'Exposition universelle de Paris, on assistait à une explosion d'enthousiasme et de confiance dans le potentiel de la science, de la technologie et de l'industrie pour trouver des réponses aux doutes et aux maux de l'humanité. On croyait à un avenir de prospérité et de paix universelles, à la victoire définitive sur la cruauté, l'injustice, l'obscurantisme, l'ignorance.

Un siècle plus tard, c'est le contraire de cet optimisme naïf qui s'affiche partout. On va jusqu'à mettre en doute l'idée même du progrès telle que nous l'avons reçue des philosophes des Lumières, c'est-à-dire la croyance dans une amélioration constante et irréversible de la condition humaine.

Pourtant, nous avons quelques bonnes raisons d'être fiers des conquêtes et des victoires récentes, sur le plan politique ou économique. Dans quelques jours, nous allons célébrer le huitième anniversaire de la chute du Mur de Berlin. Pendant cette courte période – moins de dix ans –, on peut inscrire dans la colonne du crédit la solution de nombreux problèmes qui semblaient presque insolubles. Je les énumère de façon non exhaustive: la fin de la guerre froide; la fin de la division du monde en deux blocs ennemis, de la division de l'Europe, de l'Allemagne, de Berlin; la disparition, dans des conditions plutôt pacifiques, de la dictature du communisme réel en Europe; la dissolution de l'Union soviétique et l'indépendance des anciennes républiques soviétiques; l'élimination du danger immédiat de l'anéantissement par une guerre nucléaire; le retrait des Russes de l'Afghanistan et celui des Cubains de l'Afrique; la pacification de l'Amérique centrale avec la fin de la guerre civile au Nicaragua, au Salvador, au Guatemala – la fin de la guerre civile aussi au Cambodge pendant quelque temps, en Angola, au Mozambique; la liquidation pacifique de l'apartheid et l'avènement d'un gouvernement à majorité noire qui se consolide en Afrique du Sud; les accords de paix au Proche-Orient où, malgré les déboires de ces derniers mois, l'établissement d'une autorité palestinienne marque quand même des progrès.

Sur le plan économique, on pourrait entre autres citer la conclusion de l'Uruguay Round; l'augmentation des investissements; le taux de croissance annuel de la Chine de 9 ou 10% depuis déjà dix-huit ans sans interruption, celui

de l'Inde de 7% depuis quatre ans, celui de l'Indonésie, trois des pays les plus pauvres au monde, qui comptent à peu près 2,5 milliards d'habitants; l'aboutissement du marché commun européen en 1992; la création de l'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain) en Amérique du Nord, du MERCOSUR (Mercado común del Sur) en Amérique du Sud; l'expansion de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est); la croissance extraordinaire du commerce mondial; etc.

Comment se fait-il alors que, malgré ces succès indéniables, on ne soit pas satisfait et qu'au contraire on sombre souvent dans le pessimisme? Je me permets de suggérer les explications – partielles et incomplètes – suivantes:

- Nous sommes par nature des êtres à problèmes. Dès que la solution d'un problème est trouvée, nous nous empressons d'oublier que ce problème a existé pour nous préoccuper immédiatement des problèmes qui restent à régler, même s'ils sont beaucoup moins graves que les premiers. La fin de la peste noire ne nous console pas de l'absence de traitement contre le sida. Ce sont les problèmes présents, et non pas ceux du passé, qui nous accablent. Cela ne prendra jamais fin. Ceux qui ont la foi se souviendront de saint Augustin: "Notre cœur, Seigneur, est fait pour vous et il ne trouvera de repos qu'en vous." Il en sera toujours ainsi.
- Les solutions ne sont jamais complètes. Très souvent, la solution concrète d'un problème en crée un nouveau; ainsi le progrès industriel et technologique menace la planète par la pollution qu'il provoque; l'énergie nucléaire, par la radioactivité; etc.
- La science aussi connaît des limites: Tchernobyl, l'insuccès des efforts pour trouver un remède au cancer, au sida, à la vache folle en sont des exemples. Un livre a été récemment publié aux Etats-Unis sur la "fin de la science"¹, dans lequel il est prétendu que la science a pratiquement épuisé ses ressources et se trouve dans une impasse.
- La fin de la guerre froide n'a pas empêché les génocides qui ont eu lieu en Bosnie et au Rwanda. Aujourd'hui, nous nous rendons compte que l'on peut toujours régresser.
- Enfin, les périodes de changement rapide sont toujours accompagnées d'une augmentation d'angoisse. Les repères traditionnels sont perdus et il est difficile d'en trouver de nouveaux pour les remplacer. Le marxiste italien Antonio Gramsci l'a bien dit: "La crise est la période pendant laquelle l'ancien ne finit pas de mourir et le nouveau a toute la peine à naître. Pendant cette phase, toutes sortes de symptômes morbides remontent à la surface." Parmi ces symptômes, il faut mettre en lumière la difficulté à bien saisir toutes les nuances d'un monde qui continue à évoluer sous nos yeux, d'où l'apparition de faux prophètes d'une mondialisation convertie en idéologie, et la tentative d'imposer des solutions à partir d'une lecture dénaturée de cette mondialisation.

¹ John ORGAN, *The End of Science: Facing the Limits of Knowledge in the Twilight of the Scientific Age*, 1996. Reprint, with a new afterword, Broadway Books, New York, 1997.

Concept et bilan de la mondialisation

La mondialisation est un concept ambigu par excellence, difficile à saisir, dont la signification diffère selon les interlocuteurs. On peut néanmoins affirmer qu'il y a deux approches possibles du phénomène. La première, descriptive et objective, s'efforce de se maintenir au niveau de la réalité et d'exprimer les faits, en se gardant bien d'émettre des jugements de valeur. La seconde approche, qui tente de déduire des normes et des comportements à partir de ce qu'elle croit capter dans la réalité, est normative et prescriptive, au risque parfois de tomber dans la doctrine ou dans l'idéologie (entendue, selon l'acception qu'en donne Karl Mannheim, comme un ensemble de croyances et d'affirmations apparemment objectives mais qui cachent en réalité des intérêts de classe, de groupe, de nation). Elle devient alors une prescription sur la meilleure ou l'unique politique à adopter pour réussir, à savoir, dans ce cas concret, la politique d'intégration la plus rapide et la plus radicale possible à l'économie internationale. Cette dernière version défigure la mondialisation, principalement de quatre façons:

- par le *réductionnisme*, en la réduisant à un seul des divers éléments qui la composent – en général à l'économique, au commercial ou parfois même au financier – et en omettant les éléments politiques et culturels qui, à mon avis, sont cependant encore plus importants;
- par le *déterminisme*, en considérant comme une mécanique irrésistible, comme la "tyrannie des faits", ce qui découle en réalité plus des choix des hommes ou des agissements des puissants;
- par le *conformisme*, en prétendant que l'uniformité culturelle et l'élimination d'alternatives au profit d'une seule et invariable solution en sont les conséquences. C'est ce que l'on appelle en France la "pensée unique";
- par l'*anti* ou *a-historicisme*, en affirmant qu'il s'agit d'un phénomène nouveau, sans précédent, essentiellement "autre", différent de tout ce qu'on a pu voir dans le passé.

Par contre, on peut soutenir que

- la mondialisation est un processus complexe, dont les composantes principales sont culturelles et politiques plutôt qu'économiques;
- elle est le résultat de choix, d'options, de politiques de la société, et non pas la conséquence inéluctable de l'enchaînement d'événements antérieurs;
- loin d'impliquer l'uniformisation des cultures ou la copie mécanique d'un modèle exclusif, d'ailleurs impossible parce que les modèles sont différents dans chaque région, elle ouvre au contraire des voies diverses pour arriver au but;
- elle est un processus historique, de longue durée, qui coïncide avec l'évolution du capitalisme et qui a déjà plusieurs siècles derrière lui.

Je le répète, plus qu'un phénomène économique, la mondialisation me paraît être un processus culturel. Brièvement, il s'agit de l'unification à la dimension de la planète non pas seulement des marchés, mais de l'espace pour

l'action humaine et de la communication entre les hommes. Dans ce sens, la mondialisation a toujours été le produit d'une révolution culturelle, généralement exprimée par le franchissement de nouvelles frontières scientifiques et technologiques.

Au point de départ de la mondialisation, les voyages maritimes de découverte des XV^e et XVI^e siècles, on trouve la révolution culturelle de la Renaissance, les révolutions copernicienne et galiléenne, une nouvelle perception de l'homme et de son rôle dans l'univers, les débuts de la science expérimentale et, plus précisément, les progrès technologiques en matière de projet ou de dessin d'embarcation (la caravelle) ainsi que dans les techniques et instruments de navigation (la boussole), ou encore dans la cartographie. Ce sont les inventions scientifiques, mais aussi les inventions juridiques intangibles (le contrat d'assurance maritime, la lettre de change, le développement des opérations bancaires et, plus tard, la société par actions), qui vont ouvrir la voie à l'expansion de l'Occident à travers la première incarnation du capitalisme: la variante mercantiliste, à la recherche du monopole du commerce, ainsi que la création de colonies en Afrique, en Asie et dans les Amériques.

A côté des transformations culturelles, ce sont de grands événements politiques qui introduisent la mondialisation dans l'histoire. Pourquoi, par exemple, la primauté des découvertes maritimes appartient-elle au Portugal, d'abord seul, puis plus tard en compagnie de l'Espagne? Charles Boxer, le doyen des études portugaises et brésiliennes en Angleterre, l'explique dans son livre *The Portuguese Seaborne Empire*²: tandis que "pendant le XV^e siècle, les autres pays de l'Europe occidentale étaient soit en guerre (guerres étrangères ou civiles) – la guerre de Cent Ans, la guerre des Deux-Roses, etc. –, soit préoccupés par la menace de l'avance turque dans les Balkans ou au Levant, le Portugal était un royaume unifié et centralisé. Il l'avait été avant l'Espagne, car la Reconquête au Portugal se termine deux siècles avant la capitulation du dernier roi musulman espagnol (1492)".

Dans le prologue de son ouvrage, Boxer nous raconte qu'en 1552, le chroniqueur espagnol Francisco López de Gómara, en dédiant son *Histoire générale des Indes* à l'empereur Charles Quint, avait décrit les voyages de découverte des routes maritimes vers les Indes occidentales et orientales comme "le plus grand événement depuis la création du monde, à part l'incarnation et la mort de Celui qui l'a créé". Deux siècles plus tard, un homme tout à fait différent, Adam Smith, presbytérien écossais, disait à peu près la même chose: "La découverte de l'Amérique et celle d'un passage vers les Indes orientales par le cap de Bonne-Espérance sont les deux plus grands et plus importants événements enregistrés dans les annales de l'humanité."³

Boxer ajoute que même à l'époque des voyages spatiaux – et du multiculturalisme en réaction à l'eurocentrisme –, on peut penser que López de Gómara et Adam Smith n'avaient pas tort, "car la caractéristique la plus frappante de l'histoire de la société humaine avant les voyages de découverte

² Charles Ralph BOXER, *The Portuguese Seaborne Empire: 1415–1825*, Alfred A. Knopf, New York, 1969.

³ Adam SMITH, *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*, Book Four, Chapter 7, Part 3, 1776.

portugais et espagnols était la dispersion et l'isolement de diverses familles de l'humanité".

Cette première période d'expansion a rompu l'isolement et l'ignorance mutuelle, la rareté des contacts où vivaient jusqu'alors les grandes familles de la civilisation et de la culture humaines, en dépit des relations sporadiques qui pouvaient exister entre elles. Que connaissait-on alors en Europe de la Chine, de Cathay, de la civilisation indienne ou japonaise, des grandes cultures des royaumes africains, de l'Abyssinie? La connaissance mutuelle était rare, imprécise, mythique. On ne soupçonnait même pas l'existence de civilisations américaines avant l'arrivée des Européens au Nouveau Monde.

Deux siècles plus tard, une autre révolution culturelle et scientifique, la révolution newtonienne et ses applications technologiques (la machine à vapeur, les bateaux à vapeur, les trains, les machines industrielles et, plus tard, les moteurs à explosion, les automobiles, l'électricité), a rendu la révolution industrielle possible. Cette dernière n'avait que faire du monopole commercial des pays ibériques; elle l'a brisé par l'ouverture des ports au commerce, et parfois à coups de canon, comme ce fut le cas en Chine ou au Japon. Elle a aussi donné naissance à l'impérialisme, au partage de l'Afrique et de l'Asie. Cette forme plus moderne, le capitalisme industriel, a ainsi renforcé le degré d'intégration du monde.

Nous nous trouvons maintenant au seuil de la troisième et peut-être dernière phase du processus qui mettra fin à quatre mille ans de solitude en rompant l'isolement des cultures et des régions. Les derniers bastions de l'isolement, du manque de contact, tombent jour après jour, comme la Mongolie, le Vietnam, la Birmanie.

C'est encore une révolution culturelle et scientifique qui rend possible cette nouvelle étape. Les conquêtes en matière d'électronique et de télécommunication impriment leur marque caractéristique au moment où nous vivons. On a déjà remarqué que, contrairement aux révolutions antérieures, qui se limitaient à la matière et à l'énergie, la révolution actuelle est une transformation du temps et de l'espace. Dans son ouvrage *Being Digital*⁴, Nicholas Negroponte a employé l'expression "Bits versus Atomes" pour expliquer que les échanges internationaux, y compris le commerce, consistent de moins en moins en des matériaux, des atomes, traversant des frontières nationales, mais de plus en plus en des "bits" (d'information) qui passent d'un ordinateur à un autre, d'un téléphone cellulaire à un autre ou encore d'un satellite à une station terrestre.

Mais si, une fois encore, une révolution scientifique et technologique est à la base de cette étape, on ne doit pas oublier que c'est un tournant politique qui l'a accélérée: la chute du Mur de Berlin et la disparition d'une alternative au "communisme réel".

Les innovations technologiques ont permis l'apparition d'un nouveau type d'économie aux caractéristiques suivantes:

⁴ Nicholas NEGROPONTE, *Being Digital*, Alfred A. Knopf, New York, 1995. Trad. Michèle Garène, *L'homme numérique*, Laffont, Paris, 1995.

- la conception, le dessin et la fabrication d'un produit ont perdu leur caractère purement national pour devenir des activités qui peuvent être distribuées géographiquement dans divers endroits, selon la logique des coûts;
- le commerce des biens et services a reçu une impulsion extraordinaire grâce aux communications et aux moyens de transport chaque jour plus rapides et moins coûteux; on commence à utiliser Internet non seulement pour conclure des opérations commerciales, mais aussi pour livrer un produit lorsqu'il s'agit d'un produit intangible (tel qu'un programme de logiciel, un projet d'architecture, d'ingénierie, de musique, d'art, etc.);
- les mouvements de capitaux et les opérations financières ont augmenté à un rythme astronomique.

Cette nouvelle économie est 1) de haute vélocité; 2) à haute intensité en matière de connaissance et non plus de capital, de travail ou de ressources naturelles; 3) à dominante transnationale; 4) extrêmement compétitive.

Mais après tout ce que je viens de dire, on n'arrive pas encore à comprendre pourquoi ces caractéristiques, qui ne sont pas toutes négatives, font tellement peur. C'est ce que nous allons approfondir.

Evolution de la mondialisation: les raisons d'espérer

Bien que mondialisation et libéralisation ne doivent pas se confondre, la mondialisation, c'est-à-dire le processus historique et culturel de la mondialisation, tend à créer des pressions qui conduisent à la libéralisation et pèse sur les décisions et les politiques des gouvernements afin qu'ils ouvrent, plus ou moins vite, leur économie vers l'extérieur.

Au fur et à mesure de la libéralisation, au fur et à mesure de la réduction ou de l'élimination des barrières nationales qui protégeaient les secteurs les plus vulnérables, ceux-ci se retrouvent exposés à la concurrence. Mondialisation plus libéralisation se traduisent par une concurrence plus féroce, et la conjonction de ces deux processus augmente évidemment les risques, les pressions, la peur et l'insécurité.

La concurrence est un jeu et, comme tous les jeux, elle a besoin de règles et d'un arbitre. Tous les jeux, même les plus cruels comme ceux de l'arène romaine, ont des règles. La justification, la raison d'être de la concurrence est qu'en faisant pression sur les gens, elle les oblige à donner le meilleur d'eux-mêmes; en matière économique, cela se traduit par de nouveaux produits ou par la production d'articles à meilleur prix, par des biens et services de meilleure qualité. Le résultat est que l'efficacité de l'ensemble de l'économie croît. L'économie américaine, qui a toujours particulièrement encouragé la concurrence, en est un bon exemple.

Cependant, même la société américaine, qui est la plus tolérante en matière de concurrence parmi toutes les formes de la culture occidentale, ne la considère pas comme une valeur suprême et absolue à placer au sommet de la pyramide et à laquelle toutes les autres valeurs devraient être soumises. La

preuve est que les Américains n'acceptent pas que l'on puisse exporter des produits compétitifs s'ils ont été produits par des esclaves, des prisonniers, des enfants ou au détriment de l'environnement. Si la valeur d'efficacité économique produite par la concurrence devait être jugée comme suprême et absolue, il n'y aurait pas de raisons valables pour refuser d'acheter de tels produits. Nous ne le faisons pas parce qu'il existe des valeurs, d'autres valeurs d'une nature différente, que la société place au-dessus de l'efficacité.

Ce que toutes ces valeurs ont en commun, c'est d'être des valeurs humaines, condition de survie de l'homme. Il s'agit donc de définir les règles de la concurrence en prenant soin qu'elle ne détruise pas d'autres valeurs qui la transcendent.

Reprenons l'analogie avec le jeu, le sport. Aux Jeux olympiques par exemple, des records sont battus, prouvant ainsi que l'effort de la compétition permet à des femmes et à des hommes préparés de franchir de nouvelles barrières et de réaliser des exploits extraordinaires. Mais pour pouvoir être admis dans la compétition, il ne suffit pas de se présenter. Il faut plusieurs années d'entraînement, de préparation spécialisée et de talent naturel; puis, il faut se préqualifier. De même, il serait absurde de penser que nous pouvons tous entrer en compétition contre n'importe qui. Les femmes ne participent pas aux mêmes épreuves que les hommes et dans certains sports tels que la boxe, la lutte et bien d'autres, les concurrents sont divisés selon leur poids: poids lourds, légers, etc. De la même façon, les équipes de football ou de rugby sont divisées en 1^{re} ou 2^e division.

Pourquoi, en économie, en irait-il autrement?

Aux Etats-Unis, dans les années 60 et 70, lorsqu'on a essayé de mettre fin à l'inégalité accablante dont souffrait la population noire, la politique de l'action affirmative a été mise en œuvre. Des dispositions particulières ont été adoptées, allant même jusqu'aux quotas et aux préférences, pour aider les minorités. On a reconnu que la société doit traiter les personnes souffrant d'inégalités de façon différenciée. Le contraire, l'exigence d'un traitement rigoureusement égal, équivaldrait à dire que les milliardaires et les misérables sont également libres de choisir de dormir dans un hôtel de luxe ou sous un pont.

C'est précisément à cause de la tendance à une concurrence exacerbée et plus technologique que le danger de marginalisation devient plus sérieux. L'exclusion et la marginalisation existaient déjà avant la mondialisation et n'en sont pas un sous-produit. On ne peut toutefois nier que la globalisation aggrave le risque de marginalisation non seulement de pays, de régions et même de continents entiers, comme l'Afrique, mais aussi d'importants secteurs des pays riches: les industries à main-d'œuvre élevée, les travailleurs non qualifiés, les chômeurs de longue durée.

Il serait irréaliste d'imaginer que la solution viendra du seul jeu des forces responsables de la mondialisation. Le marché est un mécanisme merveilleux de prises de décision et d'allocations de ressources, mais il est déterminé par la logique des prix. Or les prix ne reflètent pas de façon adéquate des valeurs sociales fondamentales qui n'ont pas de valeur marchande: la protection de l'environnement, le combat contre les formes extrêmes d'inégalité, etc. Il n'est pas raisonnable d'attendre du marché et de la mondialisation des

remèdes qui ne peuvent venir que des gouvernements. Loin d'être affaibli ou réduit par la mondialisation, le rôle de ces derniers est devenu encore plus irremplaçable en tant qu'ils représentent la seule autorité capable de définir des règles et des politiques de concurrence à l'intérieur des pays et de négocier des normes internationales qui tiennent compte des différentes étapes de développement et de la capacité d'entrer en concurrence. Ce sont des règles de ce type qui doivent être créées pour le jeu de la concurrence. Les arbitres de leur application correcte doivent être des organisations internationales qui reflètent un équilibre d'intérêts, et non pas seulement la vision des puissances plus développées.

Sur le plan national, même en ce qui concerne les nations riches, cet effort de rééquilibrage doit inclure l'accent sur l'éducation pour les besoins de la nouvelle économie, le recyclage des travailleurs au chômage, le soutien aux personnes les plus vulnérables. Sur le plan international, il sera indispensable d'aider les pays les plus démunis à se préparer et à se qualifier pour participer à la concurrence, à mettre en place les conditions nécessaires au fonctionnement d'une économie de marché, à réaliser leur intégration stratégique dans l'économie globale. Cela suppose une politique de longue durée, graduelle, progressive, où chaque étape d'ouverture doit être adéquatement préparée en accord avec les conditions et les limites locales.

En conclusion, la mondialisation, qui vient à peine de commencer et ne saurait être rendue coupable des tendances qui étaient déjà présentes avant son émergence, n'a pas encore entraîné l'accélération de la croissance économique ou une distribution plus équitable de ses bénéfices. La plus grande faillite de notre temps est que nous arrivons au seuil d'un nouveau millénaire sans avoir trouvé de solution aux deux problèmes clefs de l'économie dans les pays industrialisés et dans les pays en développement: le chômage et l'inégalité.

Aucune des idéologies de ce siècle, aucune des propositions d'organisation socio-économique n'a été capable jusqu'à maintenant d'assurer un emploi productif à toute personne désireuse de travailler. Le communisme réel se vantait d'un plein-emploi qui cachait en réalité une économie peu performante et encombrée par l'excès de travailleurs dans les usines, ce qui a entraîné sa ruine. Le néolibéralisme a abandonné en pratique l'idéal du plein-emploi et se résigne à un niveau prétendument "naturel" de chômage et à des niveaux croissants d'inégalité.

Afin de faire face à ces défis, il nous faut bâtir une "mondialisation à visage humain". Car cette phase, comme celles qui l'ont précédée, n'est pas la conséquence inévitable de forces hors de notre contrôle. L'économie, contrairement au système planétaire, n'est pas déterminée par des facteurs que nous ne pouvons modifier. Elle est, au contraire, un produit de la culture, issue de choix de société, de choix de valeurs. Cette construction doit être orientée par la nature de chaque pays et inspirée de leur culture. D'ailleurs, la révolution industrielle s'est répandue à travers le monde d'une façon différenciée: on n'a pas copié ou reproduit l'Angleterre dans chacun des autres pays, mais chacun a développé son propre modèle. Il suffit, par exemple, de se rappeler la théorie sur les "industries naissantes" de List en Allemagne, la tradition d'un Etat fort en France, les tarifs de 33% aux Etats-Unis, etc.

Aujourd'hui, à la fin du conflit idéologique, nous avons un monde plus convergent, où les vieilles batailles entre les partisans de l'Etat et ceux du marché sont largement dépassées. Le climat intellectuel est plus homogène dans le sens où les critères de légitimité sont les mêmes et les principes d'organisation socio-économique sont largement partagés. Les oppositions ne sont plus aussi fortes que ne l'était le contraste entre communisme et capitalisme.

Au début de la guerre froide, le communiste bulgare Dimitrov, un des dirigeants du Kominform, disait qu'il n'y aurait dorénavant que deux mondes incompatibles, le monde du socialisme et celui du capitalisme. En revanche, aujourd'hui, comme le suggère le philosophe politique italien Norberto Bobbio, il n'y a plus ni blanc ni noir, mais des nuances de gris plus ou moins accentuées. Les positions se sont rapprochées: on accepte un rôle légitime de l'Etat, complémentaire au marché et nécessaire à son fonctionnement.

De la même façon, il faut concilier stabilité et croissance économique, flexibilité du marché du travail et un minimum de sécurité, encouragement à l'initiative individuelle et réduction de l'inégalité. Les êtres humains ont besoin d'avenir pour vivre, ont besoin d'espoir, autrement dit de confiance dans l'avenir. Une des raisons de l'angoisse et de la peur naît de l'affirmation que, dans un monde globalisé, on doit renoncer pour toujours à la stabilité de l'emploi. Ce genre d'affirmation nie les deux besoins fondamentaux de tout homme dès sa naissance: l'amour et la sécurité. Jamais les êtres humains ne renonceront au besoin, au désir de sécurité.

Dans une économie et une société dominées par l'information, il est utile de rappeler la phrase du grand mathématicien Norbert Wiener, le fondateur de la cybernétique, selon lequel "être informé, c'est être libre". J'avoue que la première fois que j'ai lu ces mots, je n'ai pas bien saisi quel était le rapport entre information et liberté. Après réflexion, je me suis rendu compte que Wiener se référait au fait qu'être libre c'est avoir la possibilité de choisir, d'avoir des options. Mais pour pouvoir choisir, il faut savoir quelles sont les options et ce qu'elles représentent, et pour ce faire, il faut avoir les informations.

Les phases antérieures de la mondialisation ont utilisé l'avantage acquis grâce à l'information scientifique et technologique pour dominer, pour exploiter, pour instaurer le colonialisme et l'impérialisme. Il est de notre devoir d'être cette fois fidèle à l'enseignement de Norbert Wiener et de mettre l'information au service non pas de l'oppression, mais de la libération de l'humanité.